III. La Terreur, cycle long de la vengeance : pour une réinterprétation des lois de terreur

La mise en place du tribunal révolutionnaire le 9 mars 1793, la loi des suspects du 17 septembre 1793 et la réorganisation de ce tribunal extraordinaire le 22 prairial an II – réorganisation consacrée par l'historiographie comme loi de Grande terreur – constituent trois moments-clés de l'histoire de la Terreur comme de sa représentation. Le tribunal est mis en place avant que les porte-parole de septembre 1793 ne réclament qu'elle soit mise à l'ordre du jour, ce qui entraînera entre autres, la loi des suspects. Ce tribunal constitue un fondement institutionnel et un prodrome de la Terreur qui, pour les tenants d'une périodisation précise¹⁰⁶, se déploie du 5 septembre 1793 au 9 thermidor an II. Il est perçu comme une véritable rupture qui conduit certains des conventionnels à le refuser avec véhémence. Or, ce tribunal voit le jour pour éviter que les massacres de Septembre ne se répètent, il se présente à ce titre comme un rejeu en creux de l'événement. Il en propose une version canalisée dans un dispositif juridique qui doit éviter au peuple de connaître à nouveau la brûlure de cette vengeance non symbolisée. Ce tribunal ouvre un cycle de vengeance instituée. Il ne rompt pas avec la vengeance pour se faire tribunal. Sa logique est toujours celle de l'affrontement social bipolaire, peuple/contre-révolutionnaires. Il est le tribunal de la vengeance.

La loi des suspects est à la fois plus connue et plus difficile à comprendre. Elle a conduit l'historiographie à concevoir la répression révolutionnaire sous la figure de l'illimité. La suspicion généralisée provoquant l'emballement d'une terreur qui ne peut plus connaître de fin conduit à la représentation thermidorienne d'un Robespierre solitaire parmi une forêt de guillotines. D'après la liste impressionnante des catégories supposées suspectes, tout un chacun peut en effet devenir suspect. La représentation d'une révolution où plus personne n'est à l'abri d'une dynamique d'exclusion politique mortifère s'ancre dans l'analyse de cette loi, inquiétante pour les révolutionnaires eux-mêmes qui en craignent d'emblée les effets dévastateurs. Or, dans un cycle de la vengeance « les règles et les rites sont conçus pour ouvrir, suspendre et clôturer la vengeance¹⁰⁷ ». Le point de vue que je défendrai ici est que cette loi des suspects, loin d'accentuer la répression mortifère, la suspend. Car être suspect ce n'est pas être accusé, et si peine de mort il y a potentiellement, elle est différée, parfois indéfiniment. En donnant forme à l'affrontement des groupes politiques qui s'opposent, la suspicion répond à une demande de vengeance multiforme et sans doute difficile à cerner, sans faire mourir les membres du groupe social offensé. Cette loi est une manière de déployer la vengeance avec une envergure maximale sans la transformer en bain de sang généralisé. Les prisons se remplissent mais la guillotine n'est que peu sollicitée au regard du nombre des suspects.

Mais tout change à nouveau avec le tribunal de Prairial qui laisse sans voix l'ensemble des historiens de la révolution française. Alors que l'effroi et les dangers que courait la patrie se sont éloignés avec la fin de la crise des factions et les victoires militaires du printemps 1794, cette réorganisation drastique du tribunal révolutionnaire conduit à ne prononcer que deux

sentences : l'acquittement ou la mort. La vengeance réalisée par la loi des suspects choisissait de ne pas faire mourir. Il s'agissait de « rétablir l'équilibre entre les groupes et ainsi de faire cesser le cycle de la vengeance¹⁰⁸ ». La loi de Prairial prend la forme paradoxale d'un « faire mourir » qui s'emballe non plus à l'égard d'un groupe social à ménager, mais à l'égard d'ennemis irréconciliables. Je chercherai à faire sortir cette loi de son caractère totalement énigmatique en prenant au sérieux ce retour d'un « faire mourir » qui s'apparente cette fois-ci à la guerre et non plus à la justice pénale ou à la vengeance. En ce sens, je pense que cette loi est l'une des formes choisies par les révolutionnaires pour sortir de la vengeance avant de pouvoir *in fine* sortir de la terreur.

« Soyons terribles pour dispenser le peuple de l'être »

Le tribunal révolutionnaire – appelé tribunal d'exception par les historiens ou « tribunal extraordinaire » par les révolutionnaires – est à la fois un symbole de la Terreur et un rejeu du scénario des massacres de Septembre. Sa création procède d'une demande populaire, celle des sections parisiennes qui, le 9 mars 1793, le réclament dans un contexte de crise : l'ennemi vainqueur s'apprête à envahir la patrie ; les traîtres et les contre-révolutionnaires restent impunis et se soulèvent contre la République en Vendée, à Paris, ainsi que dans les départements du centre ; le prix du pain rend la situation dramatique et les émeutes se multiplient.

En ce mois de mars 1793, le conventionnel Benta-bole, de retour d'une visite auprès de la section de l'Oratoire avec Tallien pour accélérer la levée en masse, « a observé que les citoyens ne sont dégoûtés de partir que parce que l'on s'est aperçu qu'il n'y a

pas une justice réelle dans la République, qu'il fallait que les traîtres et les conspirateurs fussent punis. En conséquence, ils ont demandé un tribunal dont on soit sûr, un tribunal révolutionnaire¹⁰⁹». Jean Bon Saint-André et David reviennent de la section du Louvre et rendent compte de la même demande des sectionnaires : « Ils prient la Convention nationale de punir et d'anéantir les intrigants, afin de faire *justice au peuple*, si le peuple est trompé ou mal servi. Ils demandent [...] que l'on *venge le sang* de nos soldats qui a été versé soit par trahison, soit par impétuosité, soit par lâcheté. » L'assemblée de la section du Louvre « arrête qu'elle invite, de la manière la plus puissante et au nom de la Patrie, les citoyens Saint-André et David à émettre son vœu à la Convention nationale pour qu'il soit incessamment établi un tribunal sans appel pour mettre une fin à l'audace des grands coupables et de tous les ennemis de la chose publique¹¹⁰ ».

La transaction sacrée entre le corps des patriotes et l'avènement de la république est au cœur de l'argumentation. Verser son sang pour la patrie suppose que la république advienne. Faire justice au peuple au sein de la république, c'est faire justice du sang versé aux frontières. La vengeance et la justice sont gages d'ardeur et sources de vie : il faut vaincre le dégoût, comme il s'agissait en 1792 de vaincre l'effroi. L'une et l'autre de ces émotions mortifères peuvent conduire à l'anéantissement du peuple et de la Révolution. Il faut transmuter le dégoût en ardeur patriotique nécessaire pour la sauver. Comme au printemps 1792, le salut public passe par une transmutation des émotions. Mais si elles étaient alors liées à la dynamique de l'insurrection (effroi, colère, indignation), elles ressortissent en mars 1793 d'une dynamique de l'après-coup. Pour déplacer l'effroi, il fallait inventer la colère révolutionnaire et la porter jusqu'à l'insurrection.

Pour déplacer le dégoût, il faut qu'après cette insurrection, qu'après les massacres de Septembre, qu'après le procès du roi un véritable changement s'imprime dans les pratiques politiques quotidiennes, ordinaires. La justice ou la vengeance en serait le gage. C'est pourquoi seul le sentiment de la justice peut annuler l'écœurement. Alors, il sera à nouveau possible de faire de son corps un rempart pour la liberté. N'oublions pas que dans le discours révolutionnaire c'est le cœur et non la seule raison ou l'esprit qui garantissent la défense du projet. « Honorez l'esprit mais appuyez vous sur le cœur¹¹¹. »

Le 10 mars 1793, les conventionnels sont sur le point de se séparer sans avoir institué ce tribunal, quand Danton prend la parole : « Quoi, citoyens, vous pourriez vous séparer sans prendre les grandes mesures qu'exige le salut de la chose publique ? Je sens à quel point il est important de prendre des mesures judiciaires qui punissent les contre-révolutionnaires car c'est pour eux que ce tribunal doit suppléer au tribunal de la *vengeance du peuple*. [...] S'il est si difficile d'atteindre un crime politique, n'est-il pas nécessaire que des lois extraordinaires, prises hors du corps social, épouvantent les rebelles et atteignent les coupables ? Ici le salut du peuple exige de grands moyens et des mesures terribles. Je ne vois pas de milieu entre les formes ordinaires et un tribunal extraordinaire¹¹². »

Danton présente ainsi le tribunal révolutionnaire comme l'antidote de la « vengeance du peuple », ou plus exactement comme son possible contrôle par une institution qui résulte de « lois extraordinaires prises hors du corps social », dans cette sphère fondatrice de la souveraineté populaire par la vengeance souveraine. Mais la vengeance du peuple rouvre le dossier des massacres de Septembre, que Buzot a à l'esprit lorsqu'il déclare que le tribunal révolutionnaire

conduirait « à un despotisme plus affreux que celui de l'anarchie¹¹³ », ou quand Amar rappelle : « Il n'y a que cette mesure qui puisse sauver le peuple, autrement il faut qu'il s'insurge et que ses ennemis tombent¹¹⁴. » Quant à Danton, il voit dans le tribunal révolutionnaire non seulement une manière de mettre des bornes à l'exception souveraine dans sa fonction vengeresse, mais aussi une occasion de renouer avec la fonction apaisante de l'Assemblée : « Puisqu'on a osé dans cette Assemblée rappeler ces journées sanglantes sur lesquelles tout bon citoyen a gémi, je dirai, moi, que si un tribunal eût alors existé, le peuple, auquel on a si cruellement reproché ces journées, ne les aurait pas ensanglantées ; je dirai, et j'aurai l'assentiment de tous ceux qui ont été les témoins de ces événements, que nulle puissance humaine n'était dans le cas d'arrêter le débordement de la vengeance nationale. Profitons des fautes de nos prédécesseurs. Faisons ce que n'a pas fait l'Assemblée législative, soyons terribles pour dispenser le peuple de l'être. Organisons un tribunal, non pas bien, cela est impossible, mais le moins mal qu'il se pourra, afin que le glaive de la loi pèse sur la tête de tous ses ennemis [...], que le monde soit vengé¹¹⁵. »

Classiquement, « dans l'institution de la vengeance, il revient à ceux qui incarnent le groupe social en tant que totalité d'assurer la médiation entre les protagonistes et de restaurer, autant que possible, l'état de paix¹¹⁶ ». Dans le système révolutionnaire, cette fonction de tiers médiateur entre groupes sociaux qui s'affrontent appartient d'abord à l'Assemblée qui se doit de fabriquer les lois adéquates aux émotions populaires, un discours symbolique ritualisé et apaisant qui évite de basculer hors du politique¹¹⁷.

La terreur se présente donc comme un retour, retour à la traductibilité des émotions populaires propre au printemps 1792 et à la sacralité de la loi,

retour à la possibilité pour les représentants du peuple de trouver une parole heureuse, performative. La terreur est aussi l'invention d'une nouvelle place pour les législateurs qui désormais doivent pleinement reconnaître la souveraineté populaire, mais conjointement éviter au peuple d'avoir à se compromettre dans des pratiques insoutenables pour fonder la république. Instauration de la terreur a pour but d'empêcher que l'émotion ne devienne dissolvante ou massacrante, de symboliser ce qui ne l'avait pas été en septembre 1792 et de faire ainsi réémerger une fonction régulatrice de l'Assemblée. Pour Danton, les conventionnels doivent être « les dignes régulateurs de l'énergie nationale¹¹⁸ ». Cambacérès interroge cette fonction nouvelle de l'Assemblée qui doit prévenir les malheurs des temps en se montrant décidée et courageuse : « Dépositaires de la souveraineté nationale, respectez-vous assez pour ne pas craindre l'immense responsabilité dont vous serez chargés. Si les temps révolutionnaires demandent des mesures extrêmes, par qui ces mesures doivent-elles être prises si ce n'est par des hommes à qui la nation a remis le soin de tous ses intérêts les plus chers ?¹¹⁹ » Duhem adhère à cette nouvelle fonction du conventionnel qui doit se faire vengeur du peuple : « Quand ce peuple nous a envoyé ici, il nous a dit : "Vous avez nos pouvoirs, allez, établissez la liberté, dégagez-vous de toute tyrannie, vengez notre oppression. Vengeons sincèrement le peuple, écartons tout ce qui peut entraver la vengeance révolutionnaire, pressons l'expédition de la justice"¹²⁰. »

Contrairement aux interprétations dominantes aujourd'hui, l'entreprise de la Terreur vise donc à instituer des bornes à l'exception souveraine, à mettre un frein à la violence légitime du peuple et à donner une forme publique et instituée à la vengeance. La terreur comme justice est ainsi une tentative

désespérée et désespérante de contraindre à la fois le crime politique et la vengeance populaire légitime qui peut en résulter. En tant que forme d'exercice de la politique, elle ne vaut pas condamnation de la vengeance exercée en septembre 1792 mais condamnation de la forme qu'elle a revêtue en raison de l'impunité dans laquelle les élites avaient laissé les contre-révolutionnaires¹²¹.

Mais il ne suffit pas d'assumer la violence, il faut le faire avec célérité. Lorsque Danton réclame la création du tribunal révolutionnaire, les sectionnaires modérés, qui n'ont pas besoin de travailler pour vivre, occupent les assemblées sectionnaires en l'absence des sans-culottes. Ils font alors passer des motions que ces derniers désavouent ensuite : « En voyant le citoyen honnête occupé dans ses foyers, l'artisan occupé dans ses ateliers, ils ont la stupidité de se croire en majorité¹²². » Or, déclare Danton, « ces ennemis de la liberté lèvent un front audacieux ; partout confondus, ils sont partout provocateurs ». Ils sont donc ceux qui risquent justement de subir la vengeance du peuple. « Eh bien ! Arrachez-les vous-mêmes à la vengeance populaire¹²³. »

C'est bien un combat difficile qu'annonce le verbe « arracher » choisi par Danton. Le temps presse. Dans le procès-verbal des événements du 9 septembre 1792 à Versailles, le portrait du maire avait été dressé dans l'événement : « Il veut parler, les sanglots étouffent sa voix, [...] il voit le massacre, il perd connaissance, on le transporte dans une maison, il reprend ses sens, il veut sortir, il est retenu, il dit que s'il est des hommes qui se déshonorent, il veut mourir pour la loi. C'est en vain, lui dit-on, que vous voulez les sauver, il n'est plus temps¹²⁴. » Ce « il n'est plus temps » est comme un miroir du « il est temps », leitmotiv des discours de la Terreur. On trouve la formule dans l'adresse rédigée par Hébert et Royer le 5 septembre

1793, dans tous les grands rapports des Comités de sûreté générale et de salut public. La notation peut paraître anodine, elle ne l'est pas. Le temps révolutionnaire de la Terreur est celui où l'on ne peut pas s'autoriser à prendre le temps de longs débats, de retournements politiques lents et laborieux¹²⁵. La traduction des émotions doit être aussi intense que brève, imposant un régime de temporalité propre à la fulguration. « Que le glaive de la loi, planant avec une rapidité terrible sur la tête des conspirateurs, frappe de terreur leurs complices » demandait Robespierre le 12 août 1792¹²⁶. Le 17 pluviôse an II, il parle d'une « justice prompte, sévère, inflexible¹²⁷ ». Couthon, le 22 prairial an II, précise : « Le délai pour punir les ennemis de la patrie ne doit être que le temps de les reconnaître, il s'agit moins de les punir que de les anéantir¹²⁸. » La terreur suppose d'agir vite pour vaincre les ennemis avant qu'ils n'anéantissent la Révolution ; pour que le peuple ne soit pas dégoûté de l'injustice et pour qu'il n'ait plus à reprendre « le glaive de la loi » ; pour lui épargner de se brûler sans médiation à l'exercice de l'exception souveraine et réussir effectivement à y mettre un frein. L'exercice de la terreur est ainsi une course de vitesse. Là est sans doute le rapport à l'impossible de la terreur : donner une forme contrôlée et en même temps fulgurante à la justice attendue.

De la loi des suspects à la réorganisation du tribunal révolutionnaire

La loi des suspects tant vilipendée comme extension illimitée de la répression révolutionnaire est, on l'a vu, un moyen de suspendre la loi mimétique du sang versé. Emprisonner des suspects, c'est maintenir la course de vitesse face à la contre-révolution sans faire un usage immédiat du « faire mourir ». On retrouve ici

la douloureuse question de la distinction entre coupables et innocents, entre indulgence et sévérité qui ressurgit tout au long de la Révolution : il faut résister à l'oppression mais, dans la répression des traîtres, il faut limiter le nombre des coupables passibles de la peine de mort. C'est Robespierre qui demande que les Girondins soient emprisonnés et non pas exécutés après les journées insurrectionnelles des 31 mai et 2 juin 1793, où les sans culottes armés de leurs piques sont entrés à l'Assemblée pour réclamer la destitution des représentants traîtres. C'est Robespierre encore qui, le 5 nivôse an II (25 décembre 1793), explicite la nature du gouvernement révolutionnaire et de la terreur : « Si donc on regardait comme criminels tous ceux qui, dans le mouvement révolutionnaire, auraient dépassé la ligne exacte tracée par la prudence, on envelopperait dans une proscription commune, avec les mauvais citoyens, tous les amis naturels de la liberté, vos propres amis et tous les appuis de la république [...] Qui donc démêlera toutes ces nuances ? Qui tracera la ligne de démarcation entre tous les excès contraires ? L'amour de la patrie et de la vérité. Les rois et les fripons chercheront toujours à l'effacer, ils ne veulent point avoir affaire avec la raison ni avec la vérité¹²⁹. » Tel est le pari politique qu'il précise encore le 17 pluviôse an II : « Nous avons été plutôt guidés dans des circonstances si orageuses par l'amour du bien et par le sentiment des besoins de la patrie que par une théorie exacte et des règles précises de conduite¹³⁰. » Il met ainsi en évidence l'importance de la décision en politique, décision qui se confond alors avec l'exercice de « l'exception souveraine ».

Mais l'exception doit rester telle, et tout l'art du gouvernement révolutionnaire est de substituer au droit des gens ou droit de la guerre, qui ne connaît que la peine de mort, ce qu'on pourrait appeler le

droit de la vengeance publique, tant réclamée par les porte-parole populaires dès le 20 juin 1792. C'est avec cet art du suspens que rompt justement la loi du 22 prairial an II, tout entière tournée vers l'idée d'une sortie de la terreur en tant que temps de la vengeance.

Cette loi de prairial an II produit l'effroi rétrospectif plus que tout autre mesure prise pendant la Terreur. Le sens de ce « faire mourir » souverain n'a pas été transmis, ce qui accentue encore son caractère terrifiant. L'analyse de la Terreur en termes de vengeance publique permet de lever en partie cette énigme et cette perte de sens. En effet, la réorganisation du tribunal révolutionnaire est préparée par Saint-Just dès ventôse an II (mars 1794), pendant la lutte des factions, au moment où il déclare que « le bonheur est une idée neuve en Europe », que « les malheureux sont les puissances de la terre » et où il prépare les moyens de les indemniser en redistribuant les biens des traîtres – c'est à dire des émigrés –, trois mois avant le rapport de Couthon sur la réorganisation de la justice et du tribunal révolutionnaire. Lorsque Saint-Just travaille à cette réorganisation¹³¹, il prévoit de trier les suspects en deux catégories : « les patriotes injustement détenus » et « les ennemis de la Révolution détenus dans les prisons ». Pour ces derniers la peine prévue était la détention jusqu'à la paix, puis le bannissement. Saint-Just proposait ainsi de sortir de la suspicion et de la vengeance sans faire subir la peine de mort. Le décret qu'il présente un mois plus tard, le 26 germinal an II (16 avril 1794), propose de créer deux commissions parlementaires : « l'une chargée de rédiger en un code succinct et complet les lois qui ont été rendues jusqu'à ce jour, en supprimant celles qui sont devenues confuses ; l'autre commission sera chargée de rédiger un corps d'institutions civiles propres à conserver les mœurs et

l'esprit de la liberté¹³². » Ces deux projets doivent venir clôturer le cycle de vengeance, d'une part en présentant l'ensemble des lois qui doivent régir la société, d'autre part en préparant un projet d'institutions civiles qui doivent permettre, par l'organisation de fêtes et l'éducation publique, de faire entrer la Révolution dans les mœurs. Mais la première commission ne prépare pas seulement le code d'un temps de paix retrouvée mais celui d'un temps de guerre : la loi du 22 prairial an II. Ainsi, lorsqu'en ventôse Saint-Just s'empare de la question d'une sortie de la vengeance, il prépare la paix. Lorsqu'en prairial, Couthon présente son projet de loi à la Convention, il déclare la guerre. Saint-Just maintenait une logique de vengeance sociale tout en renvoyant à la paix future l'opportunité d'éclaircir l'horizon politique et l'application de la peine qui dans tous les cas évitait la mort. La loi de Prairial semble affirmer qu'il n'y a plus lieu de maintenir cette logique de division sociale et de suspension de la contre-offense propre à la vengeance : la seule peine retenue est la mort et la règle des jugements est la conscience du juge éclairée par l'amour de la justice et de la patrie.

Le tribunal révolutionnaire n'obéit plus aux règles de la vengeance mais bien à celles de la guerre. Dans cette logique, celui qui est jugé n'est plus supposé appartenir à un groupe social commun, il n'est plus un adversaire à convaincre ou à rééduquer mais un ennemi irréconciliable à abattre et non à bannir. L'altérité est devenue radicale. Le cycle de la vengeance s'achève ainsi par deux voies opposées : la paix retrouvée dans une société réconciliée sur les valeurs révolutionnaires et prenant appui sur des institutions civiles ; la déclaration de guerre à ceux qui, dans les prisons, sont considérés comme incapables désormais d'adopter les valeurs révolutionnaires. Il faut entendre au pied de la lettre des énoncés tels que

« La révolution est la guerre de la liberté contre ses ennemis. » On retrouve la logique défendue par Robespierre et par Saint-Just lors du procès de Louis XVI, qui relevait d'après eux du droit de la guerre : Louis devait être traité en étranger et non en citoyen.

« La vengeance cesse de jouer le rôle de régulation de la violence lorsque, transformant l'adversaire en ennemi, elle dégénère en guerre et conduit à son anéantissement¹³³. » Si la période de la Terreur est si difficile à saisir, c'est bien parce que coexistent cette logique de vengeance publique et cette logique de guerre. C'est particulièrement vrai à l'égard des conventionnels qui, incarnant le « tout » de la société divisée, sont exposés à la plus grande sévérité. Lorsqu'ils ne répondent pas des valeurs à fonder, ils basculent du côté des ennemis¹³⁴. Les luttes de factions, où disparaissent Hébert puis Danton, considérées comme fratricides, sont des luttes liées à la nécessité non seulement de choisir clairement son camp quand on est dans un contexte de vengeance, mais d'être capable d'incarner en tant que représentant du peuple les valeurs à fonder. Mais ce qui importe selon moi, c'est qu'on ait ouvert puis refermé le cycle de la vengeance et que toutes les pratiques de contrôle de la violence dans la période de la Terreur ne soient pas la répétition de la mort du roi, de précipices en précipices¹³⁵.

L'une des questions laissées sans réponse dans l'interprétation de cette loi de Prairial est celle de son opportunité politique. Pourquoi tant de violence au moment où la république semble sauvée ? Classiquement, il est plus facile d'ouvrir un cycle de la vengeance que de le refermer et ce cycle peut s'étirer dans le temps, voire ne jamais être refermé. La société est alors constamment soumise à cette violence bipolaire et réciproque entre groupes sociaux

qui ne réussissent pas à vivre à nouveau ensemble. Ce ne sont pas les circonstances extérieures qui permettent de saisir la logique du moment où apparaît cette volonté de refermer le cycle, mais bien la dynamique interne de l'affrontement, une conception de la répression où coexistent un droit de la guerre qui ne fait pas l'économie du sang versé et un droit de la vengeance qui veille au contraire à ne pas « faire mourir ».

Sortir de la vengeance revient à déclarer que la souveraineté populaire est fondée. Rien ne garantit pour autant qu'elle ne rencontrera plus d'ennemis irrécyclables ni que le tribunal de Prairial en finira une fois pour toutes avec eux. Tels les Amalécites de l'Ancien Testament qui barrent l'accès à la loi divine et sont voués par Dieu à être anéantis, ils peuvent toujours réapparaître, et c'est pourquoi la clémence est condamnable¹³⁸. Quant aux institutions civiles qui sont l'autre manière de sortir du cycle de la vengeance et de la division, en maintenant l'unité sociale retrouvée des Français patriotes, en affirmant les valeurs de la République, elles permettent de saisir une autre dimension de la vengeance : assurer la fondation d'un nouveau système symbolique.

Des valeurs comme pierres de touche

La vengeance publique est une façon d'élaborer des valeurs et de les mettre à l'épreuve¹³⁷. Les grands rapports de l'an II ne cessent de marteler la volonté de fonder un nouvel ordre symbolique. Mais l'exercice de la vengeance peut conduire à effacer ces mêmes valeurs en donnant lieu à des actes qui leur seraient trop contraires. C'est pourquoi l'exercice de la terreur ne peut être dissocié de la « morale en action ». La dynamique de la terreur ne fait pas agir la politique contre la morale ; la politique qu'elle met en

œuvre est indissociable de la morale à faire advenir¹³⁸. « Puisque l'âme de la république est la vertu, l'égalité et que votre but est de *fonder*, consolider la république, il s'ensuit que la première règle de votre conduite politique doit être de rapporter toutes vos opérations au maintien de l'égalité et au développement de la vertu. Avec la vertu et l'égalité, vous avez donc une boussole qui peut vous diriger au milieu des orages de toutes les passions, et du tourbillon des intrigues qui vous environnent¹³⁹ » déclare Robespierre aux conventionnels.

Les décisions doivent donc reposer sur l'intuition normative du bien ou encore de la vertu. La notion de raison n'est pas opposée au registre des émotions, mais lui fait écho. L'amour de la patrie fonde la raison. Les deux sont ainsi associés et s'étayent réciproquement. La vengeance ne peut fonder les valeurs républicaines qu'en s'appuyant sur un sentiment moral posé comme hypothèse nécessaire : « L'amour de la patrie et de la vérité. » On est ainsi, avec la Terreur, face à un paradigme politique qui met en position fondatrice le sentiment et non pas la raison. C'est pourquoi Robespierre comme Saint-Just craignent davantage l'apathie que le débordement : elle risque d'éteindre le désir ardent d'exercer la souveraineté et d'être vertueux au sens où l'entendait Montesquieu. « S'il fallait choisir entre un excès de ferveur patriotique et le néant de l'incivisme, ou le marasme du modérantisme, il n'y aurait pas à balancer. Un corps vigoureux, tourmenté par une surabondance de sève, laisse plus de ressources qu'un cadavre. Gardons-nous de tuer le patriotisme en voulant le guérir. Le patriotisme est ardent par nature, qui peut aimer froidement la patrie ?¹⁴⁰ »

Cependant, la vengeance publique est toujours terrible et constitue un risque majeur. Le retournement de l'effroi peut à son tour dissoudre le lien social et

politique. La connaissance des dangers de la fureur et le principe des secours réciproques peuvent échouer à juguler la violence qui se déploie dans la vengeance. Un des enjeux essentiels de la terreur consiste précisément à prévenir et punir tout débordement sanguinaire arbitraire qui relève, selon le vocabulaire des révolutionnaires, de l'anarchie¹⁴¹, de la fureur – et, dans le vocabulaire de Walter Benjamin, de la violence mythique qui fonde le droit sans l'associer à un principe de justice. Contre cette fondation-là, la terreur cherche à donner des formes à la colère du peuple comme colère divine, qui ne soient ni discrétionnaires ni arbitraires. Le sacrifice de la vie doit se faire en faveur d'un *bien vivre* qui ne peut et ne doit se confondre avec le simple fait de vivre.

Pour les révolutionnaires, la violence arbitraire qui dissout tout lien social vient d'une confusion entre ressorts émotifs privés et ressorts émotifs publics. Dès la création du tribunal révolutionnaire et de l'application de la loi des suspects, des députations de section déplorent que «certains membres malveillants des comités révolutionnaires profitent de leur pouvoir pour satisfaire leurs vengeances particulières¹⁴²». Le citoyen Phulpin, juge de paix de la section des Arcis, fait imprimer un *Avis à ses frères composant les comités révolutionnaires et à tous les républicains*, où il déclare : «C'est en ce moment qu'il faut faire trembler les ennemis du bien public, et arrêter tous leurs complots. C'est en ce moment qu'il faut les forcer à nous laisser libres ; mais aussi il faut renoncer dans nos opérations à nos vengeances particulières¹⁴³.» La vengeance rencontrée tout au long de ce cheminement est publique au sens où elle engage le bien commun de la république, le salut public et non le salut privé. «Vengeance populaire», «vengeance des lois», «juste vengeance», «vengeance nationale», «vengeance du peuple», l'ensemble des

qualifications prêtées au terme *vengeance* en témoigne. La nation, le peuple et les lois sont les figures d'universalité, ce qu'il convient de faire advenir. L'opposition entre justice pénale, qui concerne l'intérêt aussi bien privé que public, et justice révolutionnaire, qui ne doit se soucier que de l'intérêt public, est le leitmotiv du rapport de Couthon sur la loi du 22 prairial an II : «On a semblé se piquer d'être juste envers les particuliers sans se mettre beaucoup en peine de l'être envers la République, comme si les tribunaux destinés à punir ses ennemis avaient été institués pour l'intérêt des conspirateurs et non pour le salut de la patrie.» [...] «Les délits ordinaires ne blessent directement que les individus, et indirectement la société entière. [...] Les crimes des conspirateurs au contraire, menacent directement l'existence de la Société ou sa liberté ; ce qui est la même chose. La vie des scélérats est ici mise en balance avec celle du peuple¹⁴⁴.»

On pourrait considérer que tout le travail politique révolutionnaire vise à consolider les principes déclarés en 1789 et en 1793 et à les faire fonctionner comme des préjugés irréflectifs, c'est à dire à les faire sortir de la sphère possible des débats. Faire entrer la révolution dans les mœurs, c'est faire en sorte que la violation des principes déclarés soit douloureuse pour un citoyen révolutionnaire, que cette violation le fasse émotivement réagir, qu'elle lui soit «insupportable». La construction des valeurs révolutionnaires peut ainsi se confondre avec celle des ressorts émotifs et moraux des acteurs politiques, des citoyens. Ces ressorts ne doivent plus être la vertu individuelle et privée mais bien la vertu publique tissée socialement pour chacun dans une société enfin constituée. Ce tissage social doit être constamment consolidé par les fameuses institutions civiles, l'éducation, les fêtes, visant à toujours réimprimer les principes fondés.

Selon la lettre du rapport du 18 floréal an II (7 mai 1794), « ces fêtes nationales et décadaires doivent créer en l'homme, pour les choses morales, un instinct rapide qui, sans le secours du raisonnement, le portât à faire le bien et à éviter le mal. » La liste impressionnante des fêtes proposées par ce décret offre une idée de la place que doivent tenir les principes moraux comme principes républicains dans la société révolutionnaire. La religion civile vise à instituer la vertu c'est à dire l'amour de l'égalité, à instituer une représentation de l'humanité humanisée selon les conceptions des révolutionnaires de l'an II. Cette religion ne s'est pas déployée et il est difficile de savoir si elle aurait permis de diffuser un tel amour, mais elle a produit immédiatement la haine de ses détracteurs contemporains et des historiens qui l'ont commentée. Or, cette religion civile touche un point fondamental pour entendre ce qui se joue avec la notion de système symbolique fondé sur des valeurs sacrées et civiles : l'articulation de principes reconnus et partagés, de leur expression sociale et de leur expression individuelle. Bref, un système symbolique nouveau n'existe que s'il devient impossible ou très difficile de se soustraire à ses impératifs pratiques, s'il vaut pour l'ensemble de la société et non pour un seul groupe social. La quête des protagonistes de la Révolution, en particulier en l'an II, était bien d'atteindre ce point d'irréversibilité d'une représentation nouvelle de l'humanité passant par une sensibilité commune rendant inutiles les lois de contrainte. Mais les représentations de l'humanité ne sont jamais universellement partagées, le sentiment d'humanité n'est jamais naturel. Pour l'élaborer, les valeurs construites peuvent reposer soit sur la primauté de l'existence politique, soit sur la primauté de la vie comme telle. J'ai voulu montrer que pour les révolutionnaires, ce qui primait c'était l'existence politique. Hannah

Arendt considère que la période révolutionnaire invente un sentiment d'humanité qui ne repose que sur la pitié pour des corps malheureux. Pour lui répondre et proposer une autre vision de ce qu'elle appelle la question sociale, il faut comprendre ce que veulent dire *peuple* et *égalité* pour les révolutionnaires.